



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

OUISTREHAM RIVA-BELLA

30 JUN 2022

Courrier N°

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **ECOLE MATERNELLE RENE COTY
ERP N° E 488 00079 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **VILLE DE OUISTREHAM**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **RUE LEFOULON HEBERT**

ACTIVITE(S) : **ENSEIGNEMENT MATERNELLE**

TYPE(S) : **R / N**

CATEGORIE : **3^{ème}**

Le 28 juin 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 21 juin 2022.

En conclusion,



La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

AVIS FAVORABLE

à la poursuite de l'exploitation



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Document annexe comportant..... feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

Sandy VOYEU

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **ECOLE MATERNELLE RENE COTY
ERP N° E 488 00079 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **VILLE DE OUISTREHAM**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **RUE LEFOULON HEBERT**

ACTIVITE(S) : **ENSEIGNEMENT MATERNELLE**

TYPE(S) : **R / N**

CATEGORIE : **3^{ème}**

Le 28 juin 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 21 juin 2022.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : EH/WBr/PB/2022 -VP20062022 – Ecole Maternelle René COTY - Ouistreham
Affaire suivie par : Ltn Edern HELARY et ADC Wilfrid BRINDJONC
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
École Maternelle RENE COTY - rue Lefoulon Hébert à Ouistreham - ERP N° E 488 00079 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV de visite de la commission en date du 14 mai 2019

Le 21 juin 2022, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

Mme LECHEVALLIER :	Maire Adjoint de la ville de Ouistreham
LTN HELARY :	Préventionniste au S.D.I.S.
ADC BRINDJONC :	SDIS 14
Mme ROCHAS :	Directrice des services techniques de la ville de Ouistreham
M MARIE :	Électricien de la ville de Ouistreham
M DARRIGRAND :	Directeur de l'école

DESCRIPTION

L'établissement est implanté en zone urbaine, et accessible à partir de l'avenue du Maréchal Foch sur plusieurs façades.

La distribution intérieure traditionnelle établie sur un rez-de-chaussée et un étage permet d'obtenir :

Rez-de-chaussée

- 11 salles de classe
- 1 salle de restauration
- 1 réfectoire
- 1 point de réchauffage alimenté en gaz de ville
- 4 salles d'activités
- Des locaux administratifs
- 3 salles de repos
- Des sanitaires
- 1 hall de desserte

1^{er} étage

- 1 salle d'activité desservie par deux escaliers.

PARTICULARITES

Toutes les salles de classes permettent une évacuation vers l'extérieure.

EFFECTIF

Selon l'article R 2 de l'arrêté du 13 janvier 2004, l'effectif est de 235 personnes complété par 24 membres du personnel et 3 assistantes de vie scolaire.

Entendu, le chef d'établissement Monsieur Didier DARRIGRAND confirme le descriptif et nous atteste que l'effectif a sensiblement augmenté pour passer à 270 élèves.

CLASSEMENT

Considérant les variations d'effectifs d'une année sur l'autre, le classement initial est maintenu.

L'établissement, du 1^{er} groupe et de types R / N, est à classer en 3^{ème} catégorie.

Conformément à l'article GE 4 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié le 20 octobre 2014.

La périodicité de visite par le groupe de visite de la commission de sécurité est fixée à 3 ans.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêtés des 4 juin 1982 et 21 juin 1982 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types R et N ;

- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE GAZ	09/06/2021	Entretien de la chaufferie – VEOLIA énergie
	30/03/2022	Entretien du ballon gaz - VEOLIA énergie Vérification périodique – Véritas Rapport vierge n°854499 ¹ 3 points non vérifiés (non accessible)
INSTALLATION CLIMATISATION		-
Electricité	30/03/2022	Electricité – bureau VERITAS 3 observations (Ecole Coty) levées par la mairie de Ouistreham Rapport n° 854499 – code du travail. RAS sur la restauration Rapport n°854499 – ERP vierge.
	21/06/2022	Vérification annuel Technicien mairie
ASCENSEUR ESCALIERS MECANIQUES		-
GRANDES CUISINES		-
SSI		-
DESENFUMAGE	06/01/2022	Rapport n°3256 - PYROPOSE
ALARME	29/09/2021	Vinci facilities- n° BP 80567 1 observation non levée
EXTINCTEURS	07/06/2020	Guerin - Vérification
REGISTRE DE SECURITE	Oui	Présenté et renseigné
D.A.E		Vérification par la mairie

II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONSTATATIONS

Prescriptions anciennes

- 1°) Former le personnel à l'utilisation des moyens d'extinction et à l'évacuation (art. MS 51).
Suites données : prescription reconduite
- 8°) Limiter le mobilier dans les circulations afin d'assurer la vacuité des dégagements. (art. AM 16)
Suites données : prescription reconduite

Suite à l'examen du registre de sécurité

- 1°) Fournir l'attestation de formation concernant le personnel. (art. MS 48)
- 2°) Faire réparer le déclencheur manuel côté classe D. (art. MS 72)

Suite à la visite

- 3°) Limiter le mobilier dans les circulations afin d'assurer la vacuité des dégagements. (art. CO 35)
- 4°) Remettre les fermes portes sur les portes du couloir menant au réfectoire. (art. CO 24 § 1 c)
- 5°) Interdire l'utilisation de fiches multiples. (art. EL 11 § 7)
- 6°) Supprimer ou réparer les banquettes abîmées dans la bibliothèque. (art. AM 18)

Essais

- Par sondage, les issues de secours : RAS
- Ligne téléphonique : RAS

Autre

Fournir lors du futur PC (prévu en 2024), les différentes phases de travaux.

Prescriptions permanentes

- a) Tenir à jour sur le registre de sécurité les formations à la sécurité du personnel et assurer à chacun d'eux, les actions de formation leur permettant de connaître
 - la conduite à tenir en cas d'incendie
 - la manipulation des moyens de secours,
 - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
 - l'accueil des engins de secours
 - le positionnement des points de rassemblement sur le site
- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.
Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité des dégagements, permanente et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35, CO 37 et CO 38).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

- h) Pour les locations de salle : Prévoir un cahier des charges précisant aux locataires : le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.
- i) Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).
- j) Pour les activités périscolaires : Lors des activités périscolaires, l'agent responsable doit être nommément identifié et figurer sur le registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

Le groupe de visite propose un avis favorable à la poursuite de l'exploitation

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de 120 m³, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à 200 m, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.
